

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Otterburn Park _____

Code géographique : 57030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Gaudette, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Otterburn Park pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-19 .
(Date)

Signature _____ Date 2017-06-19

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville d'Otterburn Park

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville d'Otterburn Park, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Les immobilisations sont inscrites pour 39 606 049 \$ (37 381 691 \$ en 2015) et l'investissement net dans les éléments à long terme est inscrit pour 30 176 417 \$ (27 153 479 \$ e 2015) dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir les éléments probants suffisants et appropriés concernant ces montants, de même que pour l'amortissement connexe comptabilisé dans les résultats détaillés consolidés pour l'exercice terminé au 31 décembre 2016 et 2015. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si les montants en cause auraient dû faire l'objet d'ajustements.

Opinion avec réserve

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville d'Otterburn Park au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la ville d'Otterburn Park inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Saint-Jean-sur-Richelieu

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122543

DATE 2017-06-19

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	9 823 604	9 990 020	10 077 320		10 077 320
Compensations tenant lieu de taxes	2	91 474	62 000	60 545		60 545
Quotes-parts	3				2 590 181	90 353
Transferts	4	286 539	612 037	226 344	385 100	611 444
Services rendus	5	507 283	499 546	509 020	930 040	1 439 060
Imposition de droits	6	510 498	371 550	524 055		524 055
Amendes et pénalités	7	9 236		11 802	222 493	234 295
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	106 923	80 000	130 295	18 440	148 735
Autres revenus	10	19 837	5 000	27 040	(4 246)	22 794
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	11 355 394	11 620 153	11 566 421	4 142 008	13 208 601
Investissement						
Taxes	13	177 280				
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 451 133		1 178 850	245 149	1 423 999
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16			146 814		146 814
Autres	17	92 700			5 601	5 601
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	2 721 113		1 325 664	250 750	1 576 414
	20	14 076 507	11 620 153	12 892 085	4 392 758	14 785 015
Charges						
Administration générale	21	1 575 714	1 704 276	1 692 560	57 492	2 052 156
Sécurité publique	22	2 227 884	2 227 533	2 264 713	156 435	2 741 390
Transport	23	2 056 927	2 331 305	1 817 644	434 931	3 799 478
Hygiène du milieu	24	1 800 721	2 010 678	1 857 098	508 132	2 532 282
Santé et bien-être	25					
Aménagement, urbanisme et développement	26	305 647	329 448	284 618	23 356	307 974
Loisirs et culture	27	1 428 138	1 621 279	1 444 286	174 381	1 618 667
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	210 502	254 854	247 335		74 258
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	1 229 423	1 083 816	1 354 727	(1 354 727)	
	32	10 834 956	11 563 189	10 962 981	4 910 387	13 373 540
Excédent (déficit) de l'exercice	33	3 241 551	56 964	1 929 104	(517 629)	1 411 475

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 241 551	56 964	1 929 104	(517 629)	1 411 475
Moins: revenus d'investissement	2	(2 721 113)	()	(1 325 664)	(250 750)	(1 576 414)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	520 438	56 964	603 440	(768 379)	(164 939)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 229 423	1 083 816	1 354 727	571 187	1 925 914
Produit de cession	5	10 721			3 124	3 124
(Gain) perte sur cession	6	(10 721)			7 215	7 215
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 229 423	1 083 816	1 354 727	581 526	1 936 253
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				22 605	22 605
Remboursement de la dette à long terme	17	(935 012)	(1 140 780)	(1 164 710)	(139 186)	(1 303 896)
	18	(935 012)	(1 140 780)	(1 164 710)	(116 581)	(1 281 291)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(62 466)	()	(245 845)	(29 706)	(275 551)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				545 686	545 686
Excédent de fonctionnement affecté	21				153 580	153 580
Réserves financières et fonds réservés	22	(24 194)		(40 101)	44 677	4 576
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(18 461)	(18 461)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(86 660)		(285 946)	695 776	409 830
	26	207 751	(56 964)	(95 929)	1 160 721	1 064 792
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	728 189		507 511	392 342	899 853

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 721 113		1 325 664	250 750	1 576 414
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(171 548)	(446 850)	(311 002)	(2 333)	(313 335)
Sécurité publique	3	(119 476)		(18 486)	(28 928)	(47 414)
Transport	4	(108 967)	(570 200)	(422 942)	(90 385)	(513 327)
Hygiène du milieu	5	(3 020 189)		(291 505)	(2 623 157)	(2 914 662)
Santé et bien-être	6					
Aménagement, urbanisme et développement	7					
Loisirs et culture	8	(505 419)	(1 148 100)	(371 870)		(371 870)
Réseau d'électricité	9					
	10	(3 925 599)	(2 165 150)	(1 415 805)	(2 744 803)	(4 160 608)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12					
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 602 069			505 315	505 315
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	62 466		245 845	29 706	275 551
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	265 607	1 328 000	541 133		541 133
Excédent de fonctionnement affecté	16	454 959	366 800	123 764	38 135	161 899
Réserves financières et fonds réservés	17	129 100	325 000	226 909	19 108	246 017
	18	912 132	2 019 800	1 137 651	86 949	1 224 600
	19	588 602	(145 350)	(278 154)	(2 152 539)	(2 430 693)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	3 309 715	(145 350)	1 047 510	(1 901 789)	(854 279)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 241 551	56 964	1 929 104	(517 629)	1 411 475
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	3 925 599)	(2 165 150)	(1 415 805)	(2 744 803)	(4 160 608)
Produit de cession	3	10 721			3 124	3 124
Amortissement	4	1 229 423	1 083 816	1 354 727	571 187	1 925 914
(Gain) perte sur cession	5	(10 721)			7 215	7 215
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(2 696 176)	(1 081 334)	(61 078)	(2 163 277)	(2 224 355)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9				647	647
Variation des autres actifs non financiers	10	(185 233)		182 175	21 118	203 293
	11	(185 233)		182 175	21 765	203 940
	12	360 142	(1 024 370)	2 050 201	(2 659 141)	(608 940)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	360 142	(1 024 370)	2 050 201	(2 659 141)	(608 940)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(3 189 380)		(5 048 041)	(989 450)	(6 037 491)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(230 139)		1 988 664		1 988 664
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(3 419 519)		(3 059 377)	(989 450)	(4 048 827)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(3 059 377)		(1 009 176)	(3 648 591)	(4 657 767)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2015	2016	2016	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	3 381 218	3 248 494	1 601 250	4 849 744
Débiteurs (note 5)	2	4 266 661	4 736 251	1 104 176	5 840 427
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	7 647 879	7 984 745	2 705 426	10 690 171
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			1 501 440	1 501 440
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	651 496	470 764	2 048 025	2 518 789
Revenus reportés (note 12)	12	90 699	50 504	145 148	195 652
Dettes à long terme (note 13)	13	9 965 061	8 472 653	2 614 568	11 087 221
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			44 836	44 836
	15	10 707 256	8 993 921	6 354 017	15 347 938
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(3 059 377)	(1 009 176)	(3 648 591)	(4 657 767)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	27 372 608	27 433 686	12 172 363	39 606 049
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	5 858	5 858		5 858
Stocks de fournitures	19			3 969	3 969
Autres actifs non financiers (note 17)	20	242 564	60 389	46 462	106 851
	21	27 621 030	27 499 933	12 222 794	39 722 727
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 074 157	1 333 383	696 797	2 030 180
Excédent de fonctionnement affecté	23	951 388	1 534 776	256 983	1 791 759
Réserves financières et fonds réservés	24	1 497 339	3 430 539	190 705	3 621 244
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 448)	(1 448)	(28 878)	(30 326)
Financement des investissements en cours	26	1 081 703	9 205	(2 533 519)	(2 524 314)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	18 958 514	20 184 302	9 992 115	30 176 417
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	24 561 653	26 490 757	8 574 203	35 064 960

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 241 551	1 929 104	(517 629)	1 411 475
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 229 423	1 354 727	571 187	1 925 914
Autres					
- Gain sur cession	3	(10 721)		7 215	7 215
-	4				
	5	4 460 253	3 283 831	60 773	3 344 604
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(628 822)	(745 392)	76 251	(669 141)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	149 611	95 070	1 559 105	1 654 175
Revenus reportés	9	1 985	(40 195)	142 513	102 318
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(38 063)	(38 063)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			650	650
Autres actifs non financiers	13	(185 233)	182 175	21 118	203 293
	14	3 797 794	2 775 489	1 822 347	4 597 836
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	3 925 599 ) (	1 415 805 ) (	2 744 803 ) (	4 160 608)
Produit de cession	16	10 721		3 124	3 124
	17	(3 914 878)	(1 415 805)	(2 741 679)	(4 157 484)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	4 620 800		650 934	650 934
Remboursement de la dette à long terme	24 (	959 687 ) (	1 502 468 ) (	148 558 ) (	1 651 026)
Variation nette des emprunts temporaires	25			694 449	694 449
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(40 239)	10 060		10 060
Autres					
-	27				
-	28				
	29	3 620 874	(1 492 408)	1 196 825	(295 583)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	2 096 231	3 381 218	1 323 760	4 704 978
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	2 096 231	3 381 218	1 323 760	4 704 978
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	5 600 021	3 248 494	1 601 253	4 849 747

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Rémunération	1	2 729 722	2 857 934	2 874 641	1 302 471	4 177 112
Charges sociales	2	509 928	534 022	554 325	316 715	871 040
Biens et services	3	2 661 344	3 380 645	2 752 424	2 636 009	5 388 433
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	210 502	254 854	247 335	62 275	309 610
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8				11 983	11 983
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	3 494 037	3 451 918	3 179 529		679 701
Transferts	10					
Autres	11				9 747	9 747
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13					
Amortissement des immobilisations	14	1 229 423	1 083 816	1 354 727	571 187	1 925 914
Autres						
-	15					
-	16					
-	17					
	18	10 834 956	11 563 189	10 962 981	4 910 387	13 373 540

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015
Revenus			
Taxes	1	10 077 320	10 000 884
Compensations tenant lieu de taxes	2	60 545	91 474
Quotes-parts	3	90 353	481 467
Transferts	4	2 035 443	3 919 427
Services rendus	5	1 439 060	1 563 314
Imposition de droits	6	524 055	510 498
Amendes et pénalités	7	234 295	218 124
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	148 735	121 655
Autres revenus	10	175 209	115 923
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	14 785 015	17 022 766
Charges			
Administration générale	14	2 052 156	1 922 813
Sécurité publique	15	2 741 390	2 558 846
Transport	16	3 799 478	3 753 241
Hygiène du milieu	17	2 532 282	2 407 028
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	307 974	321 900
Loisirs et culture	20	1 618 667	1 634 017
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	321 593	288 093
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	13 373 540	12 885 938
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 411 475	4 136 828
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	31 664 821	29 746 796
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27	1 988 664	(230 139)
Solde redressé	28	33 653 485	29 516 657
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	35 064 960	33 653 485

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 411 475	4 136 828
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 160 608)	(5 641 332)
Produit de cession	3	3 124	11 696
Amortissement	4	1 925 914	1 689 713
(Gain) perte sur cession	5	7 215	(11 696)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(2 224 355)	(3 951 619)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	647	(135)
Variation des autres actifs non financiers	10	203 293	(225 023)
	11	203 940	(225 158)
	12	(608 940)	(39 949)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(608 940)	(39 949)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(6 037 491)	(3 778 739)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	1 988 664	(230 139)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(4 048 827)	(4 008 878)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(4 657 767)	(4 048 827)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 849 744	4 777 805
Débiteurs (note 5)	2	5 840 427	5 171 286
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	10 690 171	9 949 091
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		72 827
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 501 440	806 991
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 518 789	864 614
Revenus reportés (note 12)	12	195 652	93 334
Dette à long terme (note 13)	13	11 087 221	12 077 253
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	44 836	82 899
	15	15 347 938	13 997 918
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 657 767)	(4 048 827)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	39 606 049	37 381 691
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	5 858	5 858
Stocks de fournitures	19	3 969	4 619
Autres actifs non financiers (note 17)	20	106 851	310 144
	21	39 722 727	37 702 312
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	35 064 960	33 653 485

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 411 475	4 136 828
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 925 914	1 689 713
Autres			
- Gain/Perte sur cession	3	7 215	(11 696)
-	4		
	5	3 344 604	5 814 845
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(669 141)	(3 370 473)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 654 175	(82 852)
Revenus reportés	9	102 318	32 592
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(38 063)	(15 861)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	650	(135)
Autres actifs non financiers	13	203 293	(225 023)
	14	4 597 836	2 153 093
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 160 608)	(5 641 332)
Produit de cession	16	3 124	11 696
	17	(4 157 484)	(5 629 636)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		56 144
	22		56 144
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	650 934	5 457 721
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 651 026)	(1 143 021)
Variation nette des emprunts temporaires	25	694 449	751 427
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	10 060	(40 239)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(295 583)	5 025 888
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	144 769	1 605 489
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 704 978	3 099 489
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	4 704 978	3 099 489
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	4 849 747	4 704 978

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La ville d'Otterburn Park (ci-après la « ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu (12,56%)
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu (9,63%)
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu (19,16%)
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (4,37%)
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu (10,57%)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures: 2,5 % à 6,67 %

Bâtiments: 2,5 %

Véhicules: 5 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau: 10 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers: 5 % à 10 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidés de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

Mesures d'allégement fiscal transitoires

- Modifications comptables au 1er janvier 2000: Intérêts sur la dette à long terme (déduction faite des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables:

Avantages sociaux futurs :

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

Comptabilisation de fonds réservés

Au cours de l'exercice, la ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation d'un fonds réservé. Antérieurement, conformément aux directives du Manuel de la présentation de l'information financière municipale, les sommes accumulées afférentes au fonds parcs, terrains de jeux étaient constatées à titre de fonds réservés.

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements présentés à la note 20.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 759 883	2 211 058
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	617 349	501 488
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	3 264 962	1 951 138
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	1 484 183	2 416 079
Organismes municipaux	7	161 704	
Autres			
- Autres sommes à recevoir -vill	8	182 187	187 645
- Autres sommes à recevoir	9	130 042	114 936
	10	5 840 427	5 171 286
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 649 382	1 533 623
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		14 270
	14	1 649 382	1 547 893
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	14 976	16 145
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (44 836)	(82 899)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ()	()
	28 <u>(44 836)</u>	<u>(82 899)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 93 606	112 002
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 93 065	123 072
Régimes de retraite des élus municipaux	33 15 199	11 743
	34 <u>201 870</u>	<u>246 817</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

10. Emprunts temporaires		
La ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,7 %; 2,7 % en 2015) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisé pour les opérations courantes de la ville.		
La régie d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu dispose de facilités de crédit autorisée de 7 726 000 \$, au taux préférentiel majoré de 0,50 %. Le solde utilisé au 31 décembre 2016 est de 7 726 000 \$. Les facilités de crédit sont renouvelables mensuellement. Au 31 décembre, la quote-part de la ville est de 19,16 % sur le solde utilisé.		
La régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire pour un montant de 200 000 \$ portant intérêt au taux de base (2,7 % au 31 décembre 2016). Au 31 décembre 2016, un montant de 199 978 \$ de l'emprunt bancaire est utilisé. Au 31 décembre, la quote-part de la ville est de 10,57 % sur le solde utilisé.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	1 532 549	292 532
Salaires et avantages sociaux	39	262 315	308 756
Dépôts et retenues de garantie	40	667 621	195 213
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus	44	51 538	62 330
- Frais courus	45	4 766	5 783
-	46		
-	47		
-	48		
	49	<u>2 518 789</u>	<u>864 614</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	17 527	23 985
Transferts	51	142 571	275
Fonds parcs et terrains de jeux	52	31 879	65 341
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Divers	56	3 675	3 733
-	57		
-	58		
-	59		
	60	195 652	93 334

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	2,97	2017	2026	61	10 460 295	11 328 563
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,08	4,08	2026	2026	65	625 232	752 400
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,37	2017	2020	67	31 873	36 529
Autres					68		
					69	11 117 400	12 117 492
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(30 179)	(40 239)
					71	11 087 221	12 077 253

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2017	72	80	1 576 732	88	14 645	97	122 398	105	1 713 775
2018	73	81	858 712	89	11 208	98	502 834	106	1 372 754
2019	74	82	2 109 202	90	4 982	99		107	2 114 184
2020	75	83	4 361 373	91	1 038	100		108	4 362 411
2021	76	84	726 624	92		101		109	726 624
2022 et +	77	85	827 652	93		102		110	827 652
	78	86	10 460 295	94	31 873	103	625 232	111	11 117 400
Intérêts et frais accessoires				95	()			112	()
	79	87	10 460 295	96	31 873	104	625 232	113	11 117 400

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(1 009 176)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	(3 648 591)
	117	(4 657 767)
		(3 059 377)
		(989 450)
		(4 048 827)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	3 813 320	146	65 669	173		200	3 878 989
Eaux usées	119	3 366 039	147	225 836	174		201	3 591 875
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	34 884 492	148	1 359 610	175	41 846	202	36 202 256
Autres	121	718 770	149	418 147	176		203	1 136 917
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	7 630 716	151	449 920	178	3 239	205	8 077 397
Améliorations locatives	124	48 138	152	1 021	179		206	49 159
Véhicules	125	2 511 844	153	271 233	180	29 762	207	2 753 315
Ameublement et équipement de bureau	126	1 045 727	154	75 113	181	1 512	208	1 119 328
Machinerie, outillage et équipement divers	127	5 256 939	155	525 092	182	37 219	209	5 744 812
Terrains	128	691 817	156		183		210	691 817
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>59 967 802</u>	158	<u>3 391 641</u>	185	<u>113 578</u>	212	<u>63 245 865</u>
Immobilisations en cours	131	<u>2 293 156</u>	159	<u>768 967</u>	186		213	<u>3 062 123</u>
	132	<u>62 260 958</u>	160	<u>4 160 608</u>	187	<u>113 578</u>	214	<u>66 307 988</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	113 849	161	96 154	188		215	210 003
Eaux usées	134	56 758	162	86 974	189		216	143 732
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	14 842 250	163	948 008	190	41 846	217	15 748 412
Autres	136	89 813	164	69 168	191		218	158 981
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	2 450 695	166	199 763	193		220	2 650 458
Améliorations locatives	139	46 060	167	172	194		221	46 232
Véhicules	140	1 566 270	168	160 112	195	33 001	222	1 693 381
Ameublement et équipement de bureau	141	951 264	169	42 614	196	1 512	223	992 366
Machinerie, outillage et équipement divers	142	4 725 801	170	322 949	197	26 883	224	5 021 867
Autres	143	36 507	171		198		225	36 507
	144	<u>24 879 267</u>	172	<u>1 925 914</u>	199	<u>103 242</u>	226	<u>26 701 939</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>37 381 691</u>					227	<u>39 606 049</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	313 376	231	21 012	233		235	334 388
Amortissement cumulé	229	(133 854)	232	(21 246)	234	()	236	(155 100)
Valeur comptable nette	230	<u>179 522</u>					237	<u>179 288</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238	5 858	5 858
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240		
	241	5 858	5 858
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	5 858	5 858
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais reportés	244	76 681	294 752
-	245		
-	246		
Autres			
- Frais reportés	247	30 170	15 392
-	248		
	249	106 851	310 144
<hr/>			
Note			
<hr/>			

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après un contrat d'enlèvement, de transport et d'élimination des ordures échéant en décembre 2017 à verser une somme totale de 125 667\$ durant cette période.

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de services de bibliothèque échéant en décembre 2017 à verser une somme totale de 178 608\$ durant cette période.

De plus, la ville s'est engagée, en vertu de contrats de location de photocopieurs échéant en 2021 à verser une somme totale de 12 675 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu du contrat de location pour les cinq prochains exercices, s'élèvent à 3 165 \$ en 2017, 2018, 2019, 1 985 \$ en 2020 et 1 195 \$ en 2021.

La ville s'est engagée, en vertu d'un contrat de services informatiques échéant en décembre 2017 à verser une somme totale de 54 545 \$ durant cette période.

Le Conseil Intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu s'est engagé en vertu de plusieurs contrats échéant jusqu'en décembre 2022, à verser une somme minimum de 115 000 000 \$, indexé à l'inflation à plusieurs transporteurs. Les versements minimums exigibles au cours de 5 prochains exercices sont de 16 500 000 \$ pour 2017 à 2021.

La régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu s'est engagé en vertu d'un contrat échéant en décembre 2020, à verser une somme minimum de 207 000 \$ à un transporteur. Les versements minimums exigibles au cours de 5 prochains exercices sont de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

51 750 \$ de 2017 à 2020.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté de la Vallée du Richelieu et de la Communauté métropolitaine de Montréal. Au 31 décembre 2016, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 310 330 \$.

b) Auto-assurance

La ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour l'ensemble de son personnel.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

Ville d'Otterburn Park

La Ville fait l'objet d'une plainte devant le Tribunal administratif du Québec pour lequel le montant est impossible à évaluer.

La Ville croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux, conséquemment aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de cette plainte, serait comptabilisée aux résultats de l'exercice où elle serait estimable.

Poursuite de la RIPRSL

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains fonds réservés (voir note 3). Cette modification comptable a entraîné au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements suivants:

Augmentation / (diminution)

État consolidé de la situation financière

Revenus reportés	65 341 \$
Dette nette	65 341 \$
Excédent accumulé au début de l'exercice	(34 711 \$)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(65 341 \$)

État consolidé des résultats

Autres revenus	(30 630 \$)
Excédent de l'exercice	(30 630 \$)

De plus, la ville a modifié rétrospectivement la comptabilisation des revenus de transferts qui étaient autorisées au 31 décembre 2015. Cette modification comptable a entraîné au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date les ajustements suivants:

Augmentation / (diminution)

État consolidé de la situation financière

Débiteurs	2 451 133 \$
Dette nette	(2 451 133 \$)
Excédent accumulé au début de l'exercice	0 \$
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	2 451 133 \$

État consolidé des résultats

Revenus de transferts	2 451 133 \$
Excédent de l'exercice	2 451 133 \$

Au cours de l'exercice, la ville a modifié rétrospectivement la comptabilisation de ses charges relatives au quotes-parts des régies afin de comptabiliser les charges dans l'exercice où elles sont adoptées. Cette modification comptable a entraîné au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements suivants:

Augmentation / (diminution)

État consolidé de la situation financière

Débiteurs	(397 128 \$)
Dette nette	397 128 \$
Excédent accumulé au début de l'exercice	(195 428 \$)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(397 128 \$)

État consolidé des résultats

Charges de transport	271 746 \$
Charges Hygiène du milieu	(70 046 \$)
Excédent de l'exercice	(201 700 \$)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

En conséquence, les incidences totales des réserves sont les suivantes sur les états financiers au 31 décembre 2015 :

Augmentation / (diminution)**État consolidé de la situation financière**

Débiteurs	(2 054 005 \$)
Revenus reportés	65 341 \$
Dettes nettes	(1 988 664 \$)
Excédent accumulé au début de l'exercice	(230 139 \$)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	1 988 664 \$

État consolidé des résultats

Autres revenus	(30 630 \$)
Revenus de transferts	2 451 133 \$
Charges de transport	271 746 \$
Charges Hygiène du milieu	(70 046 \$)
Excédent de l'exercice	2 218 803 \$

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	4 849 744	4 777 805
Découvert bancaire	251	()	(72 827)
<i>Ajouter</i>			
-	252	3	
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	4 849 747	4 704 978
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice			
	263		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	274	
Placements de portefeuille	275	
Débiteurs	276	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	
Provision pour moins-value	278	() ()
	279	
	280	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	281	
Revenus reportés	282	
Dette à long terme	283	
	284	
Solde du Fonds local d'investissement	285	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286	
Supportant les engagements de prêts	287	
Supportant les garanties de prêts	288	
	289	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<u>293</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<u>296</u>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<u>299</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<u>306</u>		
	<u>307</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<u>311</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<u>314</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<u>317</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26 Continuité d'exploitation

Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu

Le 19 mai 2016, l'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les Conseils intermunicipaux de transport seront dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et les Réseaux de transport métropolitain.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 030 180	3 208 640
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 791 759	1 235 250
Réserves financières et fonds réservés	3	3 621 244	1 634 076
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	30 326 ) (	27 930)
Financement des investissements en cours	5	(2 524 314)	449 970
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	30 176 417	27 153 479
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	35 064 960	33 653 485
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 333 383	2 074 157
Organismes contrôlés ¹	10	696 797	1 134 483
	11	2 030 180	3 208 640
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Plage	12	124 776	248 541
-	13		
- Élection	14	60 000	40 000
- Auto-pompe	15	300 000	200 000
- Piscine	16	1 000 000	412 847
- Stationnement PV	17	50 000	50 000
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 534 776	951 388
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Budget subséquent	22	202 358	283 862
- Éventualités	23	54 625	
-	24		
	25	256 983	283 862
	26	1 791 759	1 235 250
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- 89-06	27	15 941	74 021
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	15 941	74 021
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	1 086 048	1 158 687
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	2 519 255	401 368
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	3 605 303	1 560 055
	43	3 621 244	1 634 076

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (33 081)	(35 659)
Régimes non capitalisés	45 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ()	()
Autres	47 (8 347)	(9 177)
Régimes non capitalisés	48 ()	()
<hr/>		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	49 (24 734)	(26 482)
Frais d'assainissement des sites contaminés	50 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	51 ()	()
Autres	52 ()	()
-	53 ()	()
-	54 ()	()
<hr/>		
	55 (24 734)	(26 482)
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 (1 448)	(1 448)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 ()	()
Autres	61 ()	()
-	62 ()	()
<hr/>		
	63 (1 448)	(1 448)
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (22 604)	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ()	()
Autres	67 ()	()
-	68 ()	()
-	69 ()	()
<hr/>		
	69 (22 604)	()
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70 18 460	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres	73	
-	74 18 460	
<hr/>		
	75 (30 326)	(27 930)
<hr/>		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 23 552	1 857 596
Investissements à financer	77 (2 547 866 ) (	1 407 626)
	78 (2 524 314)	449 970
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 39 606 049	37 381 691
Propriétés destinées à la revente	80 5 858	5 858
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 39 611 907	37 387 549
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 11 087 221	12 077 253
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 30 179	40 239
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (1 649 382 ) (	1 547 893)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (32 528 ) (	32 529)
	90 9 435 490	10 537 070
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	(303 000)
	92 9 435 490	10 234 070
	93 30 176 417	27 153 479

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (82 899)	(98 807)
Charge de l'exercice	5 (93 606)	(112 002)
Cotisations versées par l'employeur	6 131 669	127 910
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(44 836)</u>	<u>(82 899)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 4 294 312	3 925 921
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>4 682 062</u>)	(<u>4 071 922</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (387 750)	(146 001)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>342 914</u>	<u>63 102</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (44 836)	(82 899)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(44 836)</u>	<u>(82 899)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 4 294 312	3 906 037
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>4 682 062</u>)	(<u>4 071 922</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>387 750</u>)	(<u>165 885</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 164 749	169 731
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>164 749</u>	<u>169 731</u>
Cotisations salariales des employés	21 (90 284)	(87 575)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 74 465	82 156
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 7 167	11 624
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>81 632</u>	<u>93 780</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 250 489	232 134
Rendement espéré des actifs	33 (<u>238 515</u>)	(<u>213 912</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 11 974	18 222
Charge de l'exercice	35 <u>93 606</u>	<u>112 002</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 269 848	297 553
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (238 515)	(213 912)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 31 333	83 641
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (318 311)	(16 344)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 123 409	89 367
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 4 273 947	3 963 852
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 137 611	135 426
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 455	2 753
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 1	1
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	() ()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>93 065</u>	<u>123 072</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
95 Non

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>6</u>	<u>6</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM	97	<u>4 510</u>	<u>3 417</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	15 199	11 743
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>15 199</u>	<u>11 743</u>
	100	<u>15 199</u>	<u>11 743</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	8 502 832
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 519 255
Débiteurs	8	1 215 061
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	9 209
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 759 307
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	6 191 863
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	10 951 170
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	266 673
Communauté métropolitaine	18	43 675
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	11 261 518
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	11 261 518
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 686 523	7 805 147	7 805 147	7 714 199
Taxes spéciales					
Service de la dette	2		6 033	6 033	
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	7 686 523	7 811 180	7 811 180	7 714 199
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	800 696	733 734	733 734	695 874
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	741 825	753 909	753 909	660 110
Matières résiduelles	13	563 461	558 217	558 217	539 585
Autres					
-Piscines et compteurs d'eau	14		71 087	71 087	61 352
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		26 826	26 826	24 563
Service de la dette	18	197 515	122 367	122 367	127 921
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				177 280
	21	2 303 497	2 266 140	2 266 140	2 286 685
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 303 497	2 266 140	2 266 140	2 286 685
	26	9 990 020	10 077 320	10 077 320	10 000 884

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	22 000	12 031	12 031
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	40 000	48 514	64 783
	35	62 000	60 545	91 474
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	62 000	60 545	91 474
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	62 000	60 545	91 474

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	9 861	9 861	35 912
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	11 273	11 273	11 492
Enlèvement de la neige	58	11 604		
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		186 100	186 100
Transport adapté	61		43 651	38 965
Transport scolaire	62			
Autres	63		148 376	288 359
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		6 973	
Réseau de distribution de l'eau potable	68	255 139	16 099	10 951
Traitement des eaux usées	69			4 504
Réseaux d'égout	70	255 140	16 099	10 951
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	90 154		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		162 284	217 233
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	10 728	10 728	
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	612 037	611 444	804 467

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		26 094	
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		219 055	663 827
Réseau de distribution de l'eau potable	107	589 425	589 425	1 225 566
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	589 425	589 425	1 225 567
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 178 850	1 423 999	3 114 960

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	612 037	1 405 194	2 035 443
				3 919 427

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	16 648	22 589	25 399
	143	16 648	22 589	25 399
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	35 000	24 609	61 780
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	35 000	24 609	61 780
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		782 590	893 843
Autres	153		27 341	34 180
	154		809 931	928 023
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		13 064	12 405
Traitement des eaux usées	157	171 100	170 602	155 018
Réseaux d'égout	158		13 084	9 779
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166		9 791	22 747
	167	171 100	193 477	199 949
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174		750	750
	175		750	750
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	16 050	16 050	25 997
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178	257 486	257 486	208 814
	179	273 536	273 536	234 811
Réseau d'électricité	180			
	181	206 100	509 020	1 449 962

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	22 800		
Sécurité publique	183	4 500	72 817	74 263
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186		28 287	39 089
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	16 000		
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	250 146		
Réseau d'électricité	194			
	195	293 446	101 104	113 352
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	499 546	1 439 060	1 563 314
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	21 550	32 450	33 228
Droits de mutation immobilière	198	350 000	491 605	477 270
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	371 550	524 055	510 498
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		11 802	218 124
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	80 000	130 295	148 735
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(7 215)	11 696
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		146 814	146 814
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210		5 601	
Autres contributions	211			
Autres	212	5 000	27 040	30 009
	213	5 000	173 854	175 209
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	282 067	278 182		278 182	286 393	235 244
Greffe et application de la loi	2	173 848	153 207		153 207	173 792	235 341
Gestion financière et administrative	3	1 056 151	1 104 437		1 104 437	1 337 782	1 174 311
Évaluation	4	107 710	106 825		106 825	106 825	104 220
Gestion du personnel	5	30 000	24 335		24 335	64 299	71 042
Autres							
-	6	54 500	25 574	57 492	83 066	83 065	102 655
-	7						
	8	1 704 276	1 692 560	57 492	1 750 052	2 052 156	1 922 813
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 263 652	1 244 753		1 244 753	1 564 995	1 479 147
Sécurité incendie	10	953 361	966 049	156 435	1 122 484	1 122 484	1 031 095
Sécurité civile	11						
Autres	12	10 520	53 911		53 911	53 911	48 604
	13	2 227 533	2 264 713	156 435	2 421 148	2 741 390	2 558 846
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 114 970	1 180 007	434 931	1 614 938	1 614 938	1 362 856
Enlèvement de la neige	15	114 356	112 428		112 428	112 428	109 073
Éclairage des rues	16	38 320	36 953		36 953	36 953	34 642
Circulation et stationnement	17	24 250	21 126		21 126	21 126	21 565
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 039 409	467 130		467 130	1 938 957	2 146 633
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21					75 076	78 472
	22	2 331 305	1 817 644	434 931	2 252 575	3 799 478	3 753 241

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	520 812	491 268		401 167	344 962
Réseau de distribution de l'eau potable	24	122 206	67 917	254 066	321 983	351 239
Traitement des eaux usées	25	534 002	535 933	254 066	1 047 152	910 044
Réseaux d'égout	26	120 749	103 976		103 976	115 503
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	255 012	256 002		256 002	291 880
Élimination	28	255 012	255 510		255 510	254 488
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	113 172	77 388		77 388	48 447
Tri et conditionnement	30	63 172	63 172		63 172	72 670
Matières organiques						
Collecte et transport	31		306		306	
Traitement	32					
Matériaux secs	33	23 500	5 626		5 626	2 827
Autres	34	3 041				14 968
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 010 678	1 857 098	508 132	2 365 230	2 532 282
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	329 448	284 618	23 356	307 974	321 900
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	329 448	284 618	23 356	307 974	321 900

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	246 974	434 026	121 088	555 114	610 116
Patinoires intérieures et extérieures	54	207 591	87 423		87 423	144 424
Piscines, plages et ports de plaisance	55	111 467	99 409		99 409	87 390
Parcs et terrains de jeux	56	470 671	516 765		516 765	415 915
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	57 194				
	60	1 093 897	1 137 623	121 088	1 258 711	1 257 845
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	240 298	123 974	46 095	170 069	195 040
Bibliothèques	62	213 116	182 689	7 198	189 887	181 132
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	64 008				
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	9 960				
	66	527 382	306 663	53 293	359 956	376 172
	67	1 621 279	1 444 286	174 381	1 618 667	1 634 017
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	254 854	236 746		236 746	258 451
Autres frais	70		10 589		10 589	11 392
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				11 974	18 223
Autres	72				9	27
	73	254 854	247 335		247 335	288 093
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75	1 083 816	1 354 727	(1 354 727)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville d'Otterburn Park,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville d'Otterburn Park (ci-après la « ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel
La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Saint-Jean-sur-Richelieu

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122543

DATE 2017-06-12

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	10 077 320
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	10 077 320

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	10 077 320
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>10 077 320</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	72 061		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	26 826		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>98 887</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>9 978 433</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	925 367 200
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	930 830 900
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	928 099 050

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	9 978 433
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	928 099 050
Taux global de taxation réel de 2016	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="1"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	65 669	65 669	541 888
Usines de traitement de l'eau potable	2		391 045	1 424 102
Usines et bassins d'épuration	3		2 224 615	
Conduites d'égout	4	225 836	225 836	1 744 865
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	311 000	174 057	774 186
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	995 600	371 870	505 418
Autres infrastructures	11			244 250
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	321 850	284 036	62 022
Édifices communautaires et récréatifs	14	152 500		
Améliorations locatives	15		1 021	162
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	259 200	248 884	177 453
Ameublement et équipement de bureau	18		37 045	50 756
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 000	8 408	21 447
Terrains	20			92 700
Autres	21	100 000		2 083
	22	2 165 150	1 415 805	4 160 608
				5 641 332

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		65 669	541 888
Usines de traitement de l'eau potable	24		391 045	1 424 102
Usines et bassins d'épuration	25		2 224 615	
Conduites d'égout	26		225 836	1 744 865
Autres infrastructures	27		545 927	1 523 854
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		578 373	406 623
	34		1 415 805	4 160 608
				5 641 332

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	11 328 563	640 436	1 508 704	10 460 295
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	752 400		127 168	625 232
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	36 529	10 498	15 154	31 873
Autres	6				
	7	12 117 492	650 934	1 651 026	11 117 400
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 042 424		286 696	755 728
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	9 527 175	505 315	1 320 200	8 712 290
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	10 569 599	505 315	1 606 896	9 468 018
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 533 623	159 889	44 130	1 649 382
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	14 270	(14 270)		
	19	1 547 893	145 619	44 130	1 649 382
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 547 893	145 619	44 130	1 649 382
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 547 893	145 619	44 130	1 649 382
	26	12 117 492	650 934	1 651 026	11 117 400
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	12 117 492	650 934	1 651 026	11 117 400

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	115 942	115 942	112 615
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	1 244 753	1 244 753	
Sécurité incendie	5		21 143	37 454
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 039 409	467 130	215 031
Autres	10		42 627	40 470
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 051 814	1 035 651	10 317
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		69 594	76 322
Activités culturelles	23		182 689	174 600
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 451 918	3 179 529	666 809

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,00	40,00	31 200,00	801 913	159 931	961 844
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,00	35,00	23 660,00	484 705	82 757	567 462
Cols bleus	4	45,00	40,00	64 235,00	1 083 205	212 607	1 295 812
Policiers	5						
Pompiers	6	29,00	15,00	22 620,00	382 262	73 887	456 149
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	102,00		141 715,00	2 752 085	529 182	3 281 267
Élus	9	7,00			122 556	25 143	147 699
	10	109,00			2 874 641	554 325	3 428 966

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		589 425			589 425
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		589 425			589 425
Autres	16		226 344			226 344
	17		1 405 194			1 405 194

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Grefte et application de la loi	1	153 207	27		53	153 207	79		105	153 207	131						
Évaluation	2	106 825	28		54	106 825	80		106	106 825	132						
Autres	3	1 432 528	29	57 492	55	1 490 020	81	16 648	107	1 473 372	133						4 736
	4	1 692 560	30	57 492	56	1 750 052	82	16 648	108	1 733 404	134						4 736
Sécurité publique																	
Police	5	1 244 753	31		57	1 244 753	83		109	1 244 753	135						
Sécurité incendie	6	966 049	32	156 435	58	1 122 484	84	24 609	110	1 097 875	136						7 567
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137						
Autres	8	53 911	34		60	53 911	86		112	53 911	138						
	9	2 264 713	35	156 435	61	2 421 148	87	24 609	113	2 396 539	139						7 567
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	1 180 007	36	434 931	62	1 614 938	88		114	1 614 938	140						76 270
Enlèvement de la neige	11	112 428	37		63	112 428	89		115	112 428	141						
Autres	12	58 079	38		64	58 079	90		116	58 079	142						
Transport collectif	13	467 130	39		65	467 130	91		117	467 130	143						
Autres	14		40		66		92		118		144						
	15	1 817 644	41	434 931	67	2 252 575	93		119	2 252 575	145						76 270
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16	491 268	42		68	491 268	94		120	491 268	146						
Traitement des eaux usées	17	67 917	43	254 066	69	321 983	95		121	321 983	147						30 501
Réseaux d'égout	18	535 933	44	254 066	70	789 999	96	170 602	122	619 397	148						37 864
Matières résiduelles	19	103 976	45		71	103 976	97	13 084	123	90 892	149						24 536
Déchets domestiques et assimilés																	
Matières recyclables	20	511 512	46		72	511 512	98		124	511 512	150						
Autres	21	146 492	47		73	146 492	99		125	146 492	151						
	22		48		74		100		126		152						
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153						315
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154						3 116
Autres	25		51		77		103	9 791	129	(9 791)	155						797
	26	1 857 098	52	508 132	78	2 365 230	104	193 477	130	2 171 753	156						97 129

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157		172	187	202		217			232		
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233		
Autres	159		174	189	204		219			234		
	160		175	190	205		220			235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	284 618	176	23 356	191	307 974	206	221	307 974	236	8 435	
Rénovation urbaine	162		177	192	207		222			237		
Promotion et développement économique	163		178	193	208		223			238		
Autres	164		179	194	209		750	224	(750)	239		
	165	284 618	180	23 356	195	307 974	210	750	225	307 224	240	8 435
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 137 623	181	121 088	196	1 258 711	211	16 050	226	1 242 661	241	26 838
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	182 689	182	7 198	197	189 887	212		227	189 887	242	
Autres	168	123 974	183	46 095	198	170 069	213	257 486	228	(87 417)	243	26 360
	169	1 444 286	184	174 381	199	1 618 667	214	273 536	229	1 345 131	244	53 198
Réseau d'électricité												
	170		185	200	215		230			245		
	171	9 360 919	186	1 354 727	201	10 715 646	216	509 020	231	10 206 626	246	247 335

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 415 805	3 925 599
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 415 805	3 925 599

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 471 285	2 876 579
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(397 128)	(195 428)
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 074 157	2 681 151
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	507 511	728 189
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(541 133)	(265 607)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(707 152)	(905 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		(164 576)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(740 774)	(606 994)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 333 383	2 074 157
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	951 388	501 347
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	951 388	501 347
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17	(123 764)	(454 959)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	707 152	905 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	583 388	450 041
Solde à la fin de l'exercice	22	1 534 776	951 388
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 562 680	1 472 380
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(65 341)	(34 711)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 497 339	1 437 669
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	40 101	24 194
Activités d'investissement	27	(226 909)	(129 100)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		164 576
Financement des investissements en cours	29	2 120 008	
	30	1 933 200	59 670
Solde à la fin de l'exercice	31	3 430 539	1 497 339

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (1 448)	(1 448)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 448)	(1 448)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (1 448)	(1 448)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (653 699)	(2 228 012)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41 1 735 402	
Solde redressé au début de l'exercice	42 1 081 703	(2 228 012)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 1 047 510	3 309 715
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (2 120 008)	
	47 (1 072 498)	3 309 715
Solde à la fin de l'exercice	48 9 205	1 081 703
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 18 242 783	18 929 397
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50 715 731	
Solde redressé au début de l'exercice	51 18 958 514	18 929 397
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	715 731
Variation résiduelle de l'exercice	56 1 225 788	(686 614)
Solde à la fin de l'exercice	57 20 184 302	18 958 514

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 300 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 300 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 300 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | □ 1 | □ 7 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | □ 1 | □ 7 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 3 | □ 2 | □ 0 | □ 7 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 2 | □ 2 | □ 5 | □ 7 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 | □ 9 | □ 2 | □ 5 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | □ 1 | □ 7 | □ 3 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	|2|1|8| , |0|0| \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	|2|6|0| , |0|0| \$
Matières résiduelles	5	|1|7|3| , |0|0| \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Piscine	60,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input checked="" type="checkbox"/>	34 <input type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	7 947 \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	101 379 \$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	101 379 \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			

Reconstruction de l'aqueduc, de la chaussée et du réseau pluvial de la rue Ruth.

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	39	2016-12-447
b) Date d'adoption de la résolution	40	2016-12-19

Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	7 836 509
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	7 836 509

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	816 171
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	839 000
Matières résiduelles	13	575 474
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	150 132
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	2 380 777
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 380 777
	26	10 217 286

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	22 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	60 000
	9	82 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	82 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	82 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 884 936 457	X 5 0,8279	/100\$ 6 7 326 389				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 14 152 388	X 8 0,8279	/100\$ 9 117 168				
Immeubles non résidentiels	10 13 955 055	X 11 1,3379	/100\$ 12 186 705				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 15 519 100	X 20 1,2080	/100\$ 21 187 471				
Immeubles agricoles	22 2 267 900	X 23 0,8279	/100\$ 24 18 776				
Total			25 7 836 509	26 ()	27 ()	28	29 7 836 509
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 2 | 1	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	2 | 8 | 0	,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	1 | 7 | 8	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Piscine	60,000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	10 217 286
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>10 217 286</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	71 166
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10 <u>71 166</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>10 146 120</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 10 146 120

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 930 830 900

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	9	0	0
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	186 705			187 471	117 168	18 776
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	186 705			187 471	117 168	18 776

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	7 326 389			7 836 509
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	150 132			150 132
Autres	13	2 230 645			2 230 645
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	9 707 166			10 217 286

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	6 086 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	12 303 106 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	870 910 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	204 206 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	1 714 769 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 601, chemin Ozias-Leduc
(no) (rue)
Otterburn Park J3H 2M6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 536-0303
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-8260
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ville.otterburnpark.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Diane Gaudette

Téléphone (450) 536-0300
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-8260
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dianegaudette@ville.otterburnpark.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 745, rue Gadbois, suite 201
(no) (rue)
Saint-Jean-sur-Richelieu J3A 0A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 348-6886
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 348-3716
(ind. rég.) (numéro)

Courriel malo.mylene@rcgt.com

Responsable du dossier Mylène Malo

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Diane Gaudette , atteste que le rapport financier consolidé de Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Otterburn Park .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Otterburn Park consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Otterburn Park détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 1 411 475 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0751 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-12 12:09:27

Date de transmission au Ministère :